



Finances publiques & croissance : entre révision et prévisi

9 avril 2008

Le 28 mars 2008, l'INSEE a publié [les comptes annuels de 2007 des administrations publiques](#). Ces comptes présentent un caractère officiel puisqu'ils sont notifiés à la commission européenne dans le cadre du suivi des situations budgétaires des pays membres de l'UE.

La situation budgétaire pour 2007 apparaît plus dégradée que celle prévue par le gouvernement, mais sans surprise tant il était entendu qu'avec plus de 12 milliards de baisse de prélèvements obligatoire et une croissance plus faible que prévue, l'année 2007 serait moins favorable sur le plan budgétaire que ne l'avait été 2006.

La surprise de ces comptes des administrations publiques vient des années 2005 et 2006. L'INSEE publie en effet d'un côté les dépenses, les recettes et la dette publiques en milliards d'euros courants révisés pour les années 2005 à 2007, et, de l'autre, les mêmes informations en point de PIB pour les mêmes années. La donnée manquante, le PIB en milliards d'euros, se reconstitue donc par simple division à partir de ces éléments.

La révision des chiffres du PIB est une opération habituelle. Les sources d'information mobilisées pour établir la comptabilité de la Nation sont diverses, nombreuses et donc délicates à consolider (éviter les doubles comptes), longues à contrôler (la plupart de ces sources sont fiscales et sociales) et à rendre exhaustives (en intégrant les nouveaux agents économiques et en éliminant les disparus). Depuis le SEC 1995 (le système de référence des comptes nationaux pour tous les pays européens, en concordance avec les normes internationales proposées par l'ONU) et surtout depuis la base 2000, appliquée en 2005, la consolidation des informations sociales et fiscales de chaque agent est une des pierres angulaires de la comptabilité nationale. C'est à partir de cette information par essence microéconomique que l'on construit une image macroscopique de l'activité économique d'un territoire.

Habituelle, mais particulièrement déroutante, la révision opérée pour les années 2005 et 2006 est de l'ordre d'un demi point de croissance en plus chaque année (ceci suppose que les indices de prix pour 2005 et 2006 seront peu révisés). Au lieu d'une croissance à 1.7 % en 2005, celle-ci atteindrait 2.2 % et au lieu d'une année 2006 à 2.2 %, celle-ci serait de 2.6 %. Autrement dit, en 2005 l'activité serait supérieure de 8 milliards d'euros dans la nouvelle version des comptes par rapport à celle publiée en mai 2007 et en 2006, la différence s'élevant à plus de 15 milliards d'euros.

Plus de croissance, plus d'activité, voilà donc une bonne nouvelle ! Malheureusement, ce retour sur le passé n'est que dans les livres de la comptabilité nationale. Les salariés ne vont pas percevoir des arriérés de salaire. La baisse du chômage en 2006 n'est pas pour autant plus forte, il n'y a pas eu plus de création d'emploi, moins de pauvres ou moins d'inégalités. Et ce n'est pas parce que 2006 a été révisé à la hausse que 2007 le sera ou que 2008 s'annonce mieux. En revanche, notre capacité à comprendre les évolutions en cours de l'économie (ou à prévoir, exercice délicat [comme nous le rappelions il y a quelques mois](#)) et notre capacité à adapter la politique économique à la conjoncture économique sont largement compromises par l'image initiale imprécise que nous avons de 2006 ou de 2005 par rapport à l'image plus réaliste qui nous est maintenant communiquée. Lorsqu'on analysait l'année 2006 à partir des données publiées en 2007, le dynamisme des recettes publiques était difficile à comprendre avec si peu de croissance ; la croissance de la productivité du travail paraissait se dégrader fortement ; le taux de marge des entreprises plongeait. Combiné à d'autres indicateurs, comme par exemple un commerce extérieur en difficulté, la conclusion logique était qu'un problème d'offre bridait la croissance. Mais le diagnostic correct était celui d'un cycle de reprise qui s'amorçait et qui risque maintenant de s'interrompre.

Dans un contexte européen où les indicateurs en point de PIB sont de première importance pour accorder satisfécits ou sanctions et conditionnent la conduite de la politique, y compris celle menée par la Banque Centrale Européenne, de telles révisions laissent songeurs.

L'année 2007 n'a été estimée qu'une fois et donc n'est pas (encore) révisée. Pourtant, les mystères de la conjoncture 2007 sont épais et, encore une fois, l'évolution de la productivité, du taux de marge des entreprises, ou du taux d'épargne des ménages laissent perplexes. Faut-il espérer une révision qui rapproche les chiffres des cadres d'analyses habituels ? Faut-il croire cette première estimation et prolonger des évolutions atypiques en 2008 ? Au lieu de construire progressivement les comptes de la Nation, au gré de la collecte laborieuse d'une information de grande qualité, il faudrait estimer les évolutions en cours à partir d'un échantillon plus petit et donc disponible rapidement, représentatif et donc proche de l'évaluation finale. Les écueils sont nombreux, comme le montre l'utilisation conjoncturelle de l'enquête emploi, mais l'enjeu est de taille. Notre appareil statistique ne doit pas tendre avant tout à l'exhaustivité, il doit aussi aider à faire sciemment les bons choix au bon moment.

Révision implicite des comptes nationaux

	2005	2006	2007
1. Ratios de finance publiques INSEE/Informations rapides 28 mars 2008. En points de PIB			
1.1 Dépenses publiques	53,4	52,7	52,6
1.2 Recettes publiques	50,4	50,3	49,9
1.3 Dette publique	66,4	63,6	64,2
2. PIB en valeur en milliards d'euros (écart en % par rapport à la version précédente)			
2.1 Comptes annuels mai 2007	1 717,9 (0,0)	1 792,0 (0,0)	1 868,1 (0,0)
2.2 Calculé à partir du ratio (1.1) de dépenses publiques	1 726,2 (0,5)	1 807,4 (0,9)	1 884,2 (0,9)
2.3 Calculé à partir du ratio (1.2) de recettes publiques	1 727,2 (0,5)	1 807,4 (0,9)	1 884,6 (0,9)
2.4 Calcul à partir du ratio (1.3) de dette publique	1 725,0 (0,4)	1 808,0 (0,9)	1 884,0 (0,8)
3. Taux de croissance annuel du PIB (en valeur)			
3.1 Comptes annuels mai 2007	3.5	4.3	4.2
3.2 Calculé à partir du ratio (1.1) de dépenses publiques	4.0	4.7	4.3
3.3 Calculé à partir du ratio (1.2) de recettes publiques	4.0	4.6	4.3
3.4 Calcul à partir du ratio (1.3) de dette publique	3.9	4.8	4.2
4. Taux de croissance annuel du PIB (en volume)			
4.1 Comptes annuels mai 2007	1,7	2,2	1,9
4.2 Calculé à partir du ratio (1.1) de dépenses publiques	2,2	2,6	1,9
4.3 Calculé à partir du ratio (1.2) de recettes publiques	2,3	2,5	1,9
4.4 Calcul à partir du ratio (1.3) de dette publique	2,1	2,7	1,8

Sources : INSEE, calculs OFCE